

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 24 novembre 1986

La séance est ouverte à 11 heures.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS

RÉPONSES DU GOUVERNEMENT

M. Doug Lewis (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 106(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement aux pétitions n^{os} 332-3, 332-4, 332-5, 332-6 et 332-8.

OPPOSITION AU PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LES BREVETS

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition dans laquelle des citoyens de Winnipeg et d'autres villes du Manitoba, telles que Birtle, Rosburn et La Rivière, déclarent que la mesure proposée, soit la modification à la Loi sur les brevets concernant les médicaments, lésera les Canadiens dont l'état de santé exige qu'ils se procurent régulièrement des médicaments d'ordonnance. Ils prient donc humblement le Parlement de rejeter ces propositions qui rendront les médicaments d'ordonnance plus coûteux pour les Canadiens.

M. le Président: A l'ordre. J'ai fait remarquer aux députés, il y a quelques jours, qu'il était d'usage qu'un député présente dans une seule intervention toutes les pétitions qu'il a à soumettre. Je sais que le député qui a la parole a coopéré avec la présidente sur ce point, que je rappelle à la mémoire des députés.

ON DEMANDE L'ABOLITION DE DROITS AFFECTANT L'IMPORTATION DE LIVRES

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions qui prient le gouvernement de retirer le droit de douane injuste sur les livres . . .

[Français]

. . . et qui demandent humblement au Parlement de laisser tomber ce tarif qui risque de causer un tort irréparable à l'industrie du livre au Canada et de compromettre la politique fédérale sur l'industrie culturelle dans le cadre des négociations sur le libre-échange.

Ces pétitions, monsieur le Président, nous proviennent de gens de toutes les provinces du Canada et de ma circonscription également.

[Traduction]

OPPOSITION AU PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LES BREVETS

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par plusieurs citoyens que remplit d'indignation le projet du gouvernement de tripatouiller la Loi sur les brevets, ce qui provoquera une hausse du prix des médicaments. Le paragraphe essentiel est bref. Le voici:

A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de rejeter ces propositions qui feront augmenter les prix des médicaments d'ordonnance pour les Canadiens.

[Français]

ON DEMANDE L'ABOLITION DE DROITS AFFECTANT L'IMPORTATION DE LIVRES

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, conformément à l'article 106 du Règlement, la pétition est jugée correcte. La pétition demande . . .

[Traduction]

. . . à l'honorable Chambre des communes et au Parlement:

ATTENDU que le gouvernement du Canada a imposé, sur les livres importés en langue anglaise, des droits de représailles qui rendent la littérature et l'information moins accessibles aux Canadiens;

ATTENDU que ces droits n'ont guère d'effet sur le secteur de l'édition des États-Unis, mais qu'ils punissent les consommateurs, les éditeurs, les libraires, les distributeurs et le secteur culturel du Canada et

ATTENDU que la montée du prix des livres met à rude épreuve les programmes et la politique d'acquisition de toutes nos bibliothèques publiques et spécialisées;

Vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement d'abolir ces droits de douane susceptibles de causer un tort irréparable à l'industrie canadienne du livre et de compromettre la politique fédérale sur les industries culturelles lors des négociations sur le libre-échange.

Cette pétition vient de la province d'Ontario, monsieur le Président. J'en ai d'autres.

La deuxième porte les signatures de plusieurs citoyens de la ville de Windsor. Étant donné que la hausse du prix des livres met à rude épreuve les programmes et la politique d'acquisition de toutes nos bibliothèques publiques et spécialisées, les pétitionnaires demandent au Parlement d'abolir ces droits de douane qui pourraient causer un tort irréparable à l'industrie canadienne du livre.

[Français]

Monsieur le Président, j'ai encore une autre pétition qui est une demande au gouvernement canadien. C'est une pétition signée par beaucoup de gens de la ville de Toronto qui demandent au gouvernement de retirer le tarif qui est maintenant imposé sur les livres, étant donné que le tarif touche seulement les petites entreprises canadiennes et ne touche pas les Américains, et que cela touche aussi les bibliothèques et l'éducation